

3. Autre signe de recul de la politique de la force, l'acceptation publique, apparemment sans arrière-pensée, des résultats des élections par tous les compétiteurs ; la volonté et l'habitude de « tout prendre » pour soi et pour toujours ne s'est pas manifestée. Environ la moitié des partis en lice a récolté, au mérite, sa part de représentants au parlement, satisfaite sans doute de la réalisation de l'étonnante formule du chef de guerre et de parti, Charles Rivière Hérad. Cet opposant au président à vie Jean-Pierre Boyer lança tout de go en 1843: « Le gouvernement est un gâteau à partager. »
4. Autre geste inédit: le président élu annonce qu'il veut gouverner avec l'opposition et signer avec elle un « pacte de gouvernabilité » durable. La première priorité de son gouvernement de coalition, a-t-il annoncé, apparemment résolu à jeter les bases de l'État de droit réclamé depuis 1986, c'est la création des institutions prescrites par la Constitution. Hors des institutions démocratiques, en effet, le pouvoir chute inévitablement dans la personnalisation et l'arbitraire.
5. Autre signe nouveau, le quasi-plébiscite national en faveur du principe de la double nationalité, au profit de la diaspora et du pays. Le président a chargé une commission nationale d'étudier le problème posé par la Constitution de 1987 qui interdit la double nationalité.

Ces signes sont-ils l'expression d'une nouvelle réalité émergente, à la suite des élections de 2006 ? Autorisent-ils à penser que le rêve du changement des années 1980 aura enfin les conditions institutionnelles de sa réalisation ? Souhaitons qu'ils soient tous deux vraisemblables, les signes de changement et le rêve du changement. C'est en s'engageant résolument dans la construction d'une société et d'une nation inclusives qu'Haïti pourra définitivement résoudre le problème de tutelle étrangère périodiquement imposée comme par un Destin adverse: 1915, 1994, 2004...

L'Amérique latine et son « virage à gauche »

VICTOR ARMONY

Professeur, Département de sociologie, Université du Québec à Montréal



Photo: CP/Eduardo di Bala

Evo Morales (Pérou), Hugo Chavez (Vénézuéla), Nestor Kirchner (Argentine) et Lula Da Silva (Brésil)

UNE RÈGLE DE BASE POUR DÉCHIFFRER L'AMÉRIQUE LATINE EST DE BIEN SAISIR L'IMPORTANCE DE LA TEMPORALITÉ POLITIQUE. Ce continent semble évoluer par des crises et des ruptures périodiques qui, aux yeux des observateurs, tracent une sorte de parcours par étapes. Tout en reconnaissant la diversité des expériences nationales, les politologues décrivent les « tournants », les « transitions » et les « vagues » qui englobent périodiquement la région. Ainsi, schématiquement, les années 1960 et 1970 représentent, de façon générale, la phase des luttes de libération nationale et de révolution populaire, suivies par la réponse brutale de l'autoritarisme militaire et du terrorisme d'État; les années 1980 se définissent par la sortie des dictatures et par

la transition démocratique dans la plupart des pays latino-américains; les années 1990 constituent le moment du tournant néolibéral à la faveur du Consensus de Washington. La décennie en cours se caractériserait par une vague de mobilisation sociale aux penchants altermondialistes et anti-impérialistes, ainsi que par un virage électoral vers la gauche. Il va de soi que ce dernier phénomène n'a pas manqué d'attirer l'attention des Québécois et a naturellement suscité l'enthousiasme des milieux progressistes.

Bien que simpliste, ce type de périodisation s'avère utile sur le plan descriptif. Cependant, il est nécessaire de se méfier de toute lecture déterministe. En fait, plus que jamais, l'avenir de l'Amérique latine paraît incertain. Les grands projets de transformation – populistes, révolutionnaires, autoritaires – ont été mis à l'écart, alors que la démocratie et le libéralisme économique sont devenus la norme presque partout dans le continent. Loin de constituer le point d'arrivée, cette « normalisation » donne lieu à une explosion de demandes, de contestations et d'innovations politiques de tout genre. C'est dans ce contexte qu'il faut situer le « virage à gauche », une expression en soi hautement problématique. Certains analystes se sont empressés de distinguer la « bonne » et « vraie » gauche de la « mauvaise » et « fausse » gauche. En fonction de la perspective idéologique adoptée, les divers présidents latino-américains sont rangés sous l'une ou l'autre des étiquettes. Dans les pages de *The Economist* et de *Foreign Policy*, par exemple, les « modérés » comme le Brésilien Lula da Silva sont l'objet de louanges (« pragmatiques », « responsables », « raisonnables »), alors que les « populistes » comme le Vénézuélien Hugo Chávez sont, bien évidemment, dénigrés sans cesse (« idéologiques », « radicaux », « proches de Fidel Castro »). Dans les pages de la *New Left Review*, on célèbre le courage des leaders populaires qui suivent le chemin de Chávez et de sa Révolution bolivarienne et l'on décrie ceux qui, comme Lula, se sont « subordonnés au capitalisme global ».

Cette vision dichotomique est fondée sur un contraste tout à fait clair entre deux modèles politiques divergents, mais il faut aller au-delà des jugements normatifs si l'on veut comprendre les nuances de la réalité latino-américaine contemporaine. Est-il vraiment fructueux de tenter de mesurer chaque politicien par rapport à un étalon idéal de ce qu'est la « gauche »? C'est plutôt en interrogeant les raisons du vote protestataire qu'une voie

plus prometteuse s'offre à nous: quelles sont les revendications qui sous-tendent les choix électoraux des Latino-Américains et comment les élus répondent-ils aux attentes de changement de la population? Les grands cycles de la politique nous donnent une première clé d'interprétation. Une grande proportion des citoyens qui ont porté les « gauchistes » au pouvoir ont moins de trente ans. L'essentiel de leur vie adulte coïncide avec la phase de la libéralisation des marchés. Ils ont vu se mettre en place un système à deux vitesses où les « gagnants » accèdent aux avantages de l'économie globalisée et les « perdants » sont condamnés à la précarité, à l'insécurité et au désenchantement. Ces jeunes ont un rapport paradoxal et inédit à la démocratie: son statut est tenu pour acquis, mais ils n'y voient pas de contenu social. Un lien tout à fait intéressant s'est établi entre deux générations: plusieurs membres de la classe dirigeante actuelle ont participé – matériellement ou intellectuellement – à la résistance aux régimes militaires et ont été protagonistes de la transition démocratique. Ces anciens militants et activistes ont su canaliser la montée de la contestation sociale face aux effets des réformes économiques. Leur message sur la mémoire et sur l'espoir – parfois lié à leur propre expérience juvénile – a résonné avec le profond désir de renouveau des secteurs populaires et, dans certains cas, des classes moyennes. Leur discours critique dénonce toujours l'« oubli du social » au profit de l'économique. C'est autour de la notion de citoyenneté que les deux générations ont trouvé un langage commun: la démocratie n'est pas qu'un mode de gouvernement, c'est avant tout un principe d'action collective dont le but est la construction d'une société plus juste et plus inclusive. Ce que nous observons depuis quelque temps en Amérique latine est une impulsion protestataire qui emprunte souvent le vocabulaire et la méthode de la gauche traditionnelle, mais qui débouche principalement sur une démocratie populaire – le « modèle Chávez » – ou sur une démocratie sociale – le « modèle Lula ». En dépit des élans rhétoriques, la visée dominante est réformiste et non pas révolutionnaire.

L'année électorale

2006 a été une année exceptionnelle sur le plan électoral: elle a commencé un peu plus tôt, en décembre 2005, avec la victoire d'Evo Morales en Bolivie et doit se conclure le 3 décembre 2006 avec le scrutin présidentiel au

Venezuela. En tout, douze élections auront redessiné la carte politique de l'Amérique latine. Une telle occurrence dans la région est rarissime. Il n'est pas étonnant que les yeux du monde se soient braqués sur cet ensemble de processus électoraux, car l'enjeu s'avérait substantiel : verrait-on se confirmer la tendance « gauchiste » inaugurée par Chávez en 1998 et suivie par Lula en 2002, Lucio Gutiérrez (Équateur, 2002, destitué en 2005), Néstor Kirchner (Argentine, 2003) et Tabaré Vázquez (Uruguay, 2004) ? Pour le moment, il est difficile de se prononcer sur un réchauffement ou un refroidissement du tournant progressiste. L'arrivée au pouvoir de Morales en Bolivie a renforcé l'image d'une contagion gauchiste : figure de proue du mouvement indigène, il annonçait son intention de renationaliser le gaz et de légaliser la production de la coca. Mais au Chili, Michelle Bachelet, candidate de la Concertation (une alliance de socialistes et de démocrates-chrétiens au pouvoir depuis seize ans), a incarné le changement dans la continuité : elle a promis que le système économique, de matrice notoirement néolibérale, serait « humanisé ». Quant à lui, le Péruvien Alan García – qui a déjà gouverné le pays entre 1985 et 1990 – s'est engagé à faire de la lutte contre la pauvreté une de ses priorités.

Il appartient au groupe des « modérés » qui trouvent inspiration dans la voie chilienne. Son rival, Ollanta Humala, représentait l'option plus radicale – « national-populiste » – manifestement inscrite dans l'axe Chávez-Morales. En Colombie, pas de surprises : le conservateur Álvaro Uribe a été réélu sur la base de son programme de « sécurité démocratique ». Au Costa Rica, l'ancien président et Prix Nobel de la Paix Oscar Arias a vaincu son adversaire de centre-gauche avec une plate-forme social-démocrate et libre-échangiste.

Au Mexique, les deux principaux candidats ont reçu presque exactement le même nombre de voix. Felipe Calderón, le dauphin du président pro-affaires Vicente Fox a été déclaré vainqueur par les instances judiciaires, mais Andrés Manuel López Obrador, leader de la gauche, considère qu'il a été victime de fraude électorale et s'est voué à un boycott du nouveau gouvernement. Une large partie de la société civile semble portée à le suivre. Bref, jusque-là, le portrait politique de l'Amérique latine en 2006 est encore ambigu : la droite n'a pas quitté les lieux, mais il est clair que la gauche possède toujours une force très considérable.

Les Équatoriens seront appelés aux urnes en octobre pour choisir entre plusieurs candidats de gauche et de droite. León Roldós, un socialiste qui prône un « changement réel avec responsabilité sociale » et « un Équateur avec développement humain », est le favori selon les sondages. Au Nicaragua, tout semble indiquer que l'ancien président sandiniste Daniel Ortega retournera au pouvoir. L'ancien leader révolutionnaire, soutenu dans les années 1980 par Cuba et l'Union soviétique, a lancé maintenant un appel à la « réconciliation nationale » et a même obtenu l'appui du parti de l'ancien dictateur Anastasio Somoza (que les sandinistes avaient chassé du pouvoir). Certains ne manqueront de trouver, dans ces revirements, ambivalences et tergiversations, l'indice de l'émergence en Amérique latine d'une élite politique qui porte les habits de la gauche mais qui a fondamentalement trahi ses racines progressistes. Cette lecture est sans doute valide dans plusieurs cas. Mais, si nous nous laissons emporter par le cynisme, nous risquons de retomber dans le piège de l'idéalisation d'une « gauche » face à laquelle toute réalité est décevante. Penchons-nous sur les deux pays de la région qui incarnent l'alternative contestataire et dont les citoyens devront prochainement reconduire ou renvoyer les présidents : le Brésil et le Venezuela. Les Brésiliens semblent prêts à accorder à Lula un autre mandat le 1^{er} octobre prochain (2006), quoique ce leader a dû remonter une pente difficile (notamment en raison des scandales de corruption dans son parti) et la victoire n'est pas encore certaine. Les Vénézuéliens, quant à eux, se montrent plutôt favorables à Chávez, mais sa popularité a décliné – bien que les secteurs populaires lui soient toujours majoritairement fidèles – et l'opposition se présente plus unifiée que dans le passé. Si les deux présidents sont réélus, le clivage entre les deux modèles progressistes, « populaire » et « citoyen », risque de s'approfondir. Il ne faudrait pas pourtant oublier que les deux approches visent explicitement à semer les bases d'une démocratie au contenu social et que, au-delà de leurs penchants plus « idéologiques » ou plus « pragmatiques », leur projet commun est de combattre le fléau de l'inégalité.

Le temps du bilan

Une question qui demeure ouverte est celle de la performance de chacun des deux modèles sur le plan des droits civiques et de la redistribution du

revenu. Par exemple : est-ce que le Venezuela de Chávez et le Brésil de Lula sont devenus des sociétés plus démocratiques et plus justes sous leur gouverne respective? En d'autres termes, quels sont les effets concrets du tournant postnéolibéral sur le niveau et la qualité de vie des citoyens? Dans le cas du Venezuela, certains indicateurs montrent des tendances encourageantes : les investissements dans les domaines de l'éducation, du logement social, de la santé publique et du soutien alimentaire ont été nettement révisés à la hausse, si bien que les dépenses sociales sont passées de 8,2 % du PIB en 1998 à 11,2 % en 2005. Cependant, les résultats en matière de réduction de la pauvreté et d'accroissement du salaire minimum réel ne sont pas concluants. Outre le fait qu'il existe un débat à la fois technique et idéologique sur la façon de mesurer ces deux phénomènes (certains analystes soutiennent même que la pauvreté a plutôt augmenté sous Chávez), il est clair que les réussites socioéconomiques de la Révolution bolivarienne, bien qu'importantes, ne sont pas nécessairement « révolutionnaires ». Dans le cas du Brésil, les résultats sont également difficiles à évaluer. Toute la région exhibe des taux de croissance remarquables, dus notamment à la forte demande internationale des matières premières et de l'énergie. Comme Kirchner en Argentine, Lula accumule des surplus fiscaux qui lui permettent, par exemple, de rembourser la dette auprès du FMI et de mettre en place un vaste programme de lutte contre la faim et de subsides aux familles. Les critiques y voient une approche « assistantialiste » et trop attentive aux exigences des marchés. Pourtant, certains accomplissements du gouvernement brésilien sont indéniables : l'alphabétisation et la scolarisation des couches populaires ont progressé nettement, la mortalité infantile a été réduite, le chômage et l'indigence ont reculé.

Qu'en est-il de la qualité de la démocratie? D'abord, n'oublions pas que Lula lui-même est le produit d'une démarche de mobilisation sociale qui s'étend sur plus de deux décennies et dont les assises communautaires sont nombreuses et solides. Le célèbre « budget participatif » aujourd'hui exporté dans des dizaines de pays partout dans le monde, est issu de cette profonde tradition citoyenne. Le Brésil est loin de constituer le parangon de la démocratie, mais sa société civile a atteint un degré de maturité enviable dans le contexte latino-américain. Au Venezuela, la création des « cercles boliviariens » – des comités populaires qui soutiennent et promeuvent le

projet politique piloté par Chávez – a permis à des milliers de citoyens de s'engager dans l'action collective, au niveau local ou national. Toutefois, le bilan est mitigé : ces cercles sont le fait d'une initiative de l'État et leur autonomie est, par définition, douteuse. La polarisation extrême de la société entre les secteurs pro-Chávez et les secteurs anti-Chávez – qui contrôlent plusieurs leviers de l'économie, ainsi que la plupart des médias privés – ne contribue certainement pas à l'épanouissement de l'espace public. Les dérapages des uns et des autres sont inévitables et la démocratie en souffre.

Enfin, il sera intéressant d'observer la manière dont les deux modèles de « gauche » latino-américaine interagissent au sein du Mercosur. Le Venezuela a quitté le Pacte Andin et vient de signer son adhésion à l'autre bloc continental dont le Brésil est l'élément dominant. On verra comment l'idée d'une intégration « solidaire » mise de l'avant par Chávez est reçue par ses nouveaux partenaires. Rappelons à ce propos que, malgré leurs discours de « fraternité », les gouvernements progressistes n'entretiennent pas nécessairement de bonnes relations de voisinage.

Disons, pour conclure, que l'effervescence citoyenne et populaire qui caractérise le cycle politique actuel en Amérique latine n'est pas à la veille de s'épuiser. Les expérimentations sociales et économiques en cours dans les pays de la région amèneront inexorablement quelques frictions et frustrations. Mais le temps est au changement et les Latino-Américains semblent, plus que jamais, prêts à relever le défi.